



ECREEE
Towards Sustainable Energy

RAPPORT ANNUEL

2025



CENTRE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITE ENERGETIQUE DE LA CEDEAO
CENTRO PARA AS ENERGIAS RENOVÁVEIS E EFICIÊNCIA ENERGÉTICA DA CEDEAO
ECOWAS CENTRE FOR RENEWABLE ENERGY AND ENERGY EFFICIENCY



Mentions légales

Rapport annuel du CEREEC 2025

Contact

Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC)

Adresse : Rue Jardim Gulbenkian, Immeuble ADS, 3^e étage, C.P. 288

Achada Santo António, Praia – Cabo Verde

E-mail : info@ecreee.org

Tél : +238 2604630

www.ecreee.org



Table des matières

Avant-propos	7
Résumé exécutif	8
1.0 Contexte	10
1.1 Introduction	10
1.2 Aperçu de l'état de mise en œuvre des activités	11
2.0 L'impact de nos interventions : l'émergence de changements positifs	14
2.1 Assistance technique pour l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables	14
2.2 Promotion de l'efficacité énergétique dans les transports	17
2.3 Renforcement des capacités des professionnels du secteur des énergies durables	18
2.4 Facilitation de la recherche en énergies renouvelables et du transfert de technologies	22
2.5 Forum sur l'énergie durable de la CEDEAO	23
2.6 Promotion de l'accès aux données sur l'énergie durable	25
2.7 Intégration du genre dans l'accès à l'énergie	26
3.0 Réalisations opérationnelles	28
3.1 Ressources humaines et administration	28
3.2 Gestion financière	28
3.3 Technologies de l'information et de la communication et communication générale	29
3.4 Passation des marchés	29
4.0 Renforcement des partenariats	32
4.1 Participation aux principaux événements sectoriels	32
4.1.1 Septième réunion du comité du GN-SEC	32
4.1.2 Sommet africain sur le climat	33
4.1.3 Semaine de formation sur les politiques d'efficacité énergétique en Afrique 2025	34
4.1.4 Engagement des parties prenantes du PPDU dans le cadre de la révision du Plan stratégique	35
4.1.5 Engagement annuel des parties prenantes des projets Horizon de l'UE	36
4.2 Reconnaissance du CEREEC en tant que partenaire régional d'excellence	37
4.3 Célébration du 15 ^e anniversaire du CEREEC	39
4.4 Projets financés par les partenaires en 2025	42
5.0 Défis et solutions envisagées	45
6.0 Aperçu du plan de travail annuel 2026	46
6.1 Budgets et objectifs généraux des sous-programmes et projets	46
6.2 Sources de financement	51
6.3 Principales attentes pour 2026	52

Liste des tableaux

Tableau 1 : Résumé de l'état de la mise en œuvre.....	11
Tableau 2 : Budget, recettes et dépenses du CEREEC, janvier – décembre 2026.....	12
Tableau 3 : Interventions spécifiques par pays dans le cadre du projet ProCEM II, financé par la GIZ.....	15
Tableau 4 : État des activités de passation des marchés.....	30
Tableau 5 : Projets financés par les partenaires.....	42
Tableau 6 : Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme sur les Énergies Renouvelables.....	48
Tableau 7 : Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme sur l'Efficacité Énergétique.....	49
Tableau 8 : Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme Transversal.....	50
Tableau 9 : Budget et objectif général d'un sous-programme dans le cadre des Initiatives Régionales Spéciales.....	51
Tableau 10 : Sources de financement externes et projets, 2026.....	53

Liste des figures

Figure 1 : Nombre et pourcentage des sous-programmes/projets par domaine thématique.....	47
Figure 2 : Principales catégories budgétaires et principales sources de financement – 2026.....	51
Figure 3 : Parts des partenaires dans les fonds externes attendus – 2026.....	52

Acronymes

ADA	Agence autrichienne de développement
AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
BAD	Banque africaine de développement
AFREC	Commission africaine de l'énergie
ARE	Alliance pour l'électrification rurale
ASER	Agence sénégalaise d'électrification rurale
PT	Programme transversal
PC	Prélèvement communautaire
CERMI	Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle
COP29	29 ^e Session Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
DPERSE	Développement durable par les énergies renouvelables dans le sud-est du Sénégal
DtP	Desert-to-Power
EAIF	Forum d'investissement pour l'accès à l'énergie
ECBSES	Organisme de certification de la CEDEAO pour les compétences en énergie durable
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERECE	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO
ECSES	Certification de la CEDEAO pour les compétences en énergie durable
EE	Efficacité énergétique
FE	Fonds externes
ENERGICA	Démonstration collaborative d'accès à l'énergie et de transition verte dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique
EREF	Facilité pour les énergies renouvelables de la CEDEAO
ARREC	Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO
ESEF	Forum sur l'énergie durable de la CEDEAO
UE	Union européenne
CCDG	Centre de la CEDEAO pour le développement du genre
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GIZ	Agence allemande de coopération internationale pour le développement / Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
GN-SEC	Réseau mondial des centres régionaux pour l'énergie durable
AIE	Agence internationale de l'énergie
CRDI	Centre de recherches pour le développement international (CRDI).
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables

Acronymes

ISO	Organisation internationale de normalisation
ONEPlanET	Outils de modélisation de liens Open-source pour la planification de la transition énergétique durable en Afrique
PPDU	Unité de préparation et de développement de projets de la CEDEAO
ProCEM-II	Promotion d'un marché de l'électricité respectueux du climat — Phase 2
PV	Photovoltaïque
ER	Énergie renouvelable
ReCCAWA	Programme régional sur la cuisson propre en Afrique de l'Ouest
ReTAPS	Projet régional d'assistance technique pour le Sahel
RVO	Agence néerlandaise pour les entreprises (Rijksdienst voor Ondernemend Nederland)
SOLTRAIN	Programme de formation et de démonstration en énergie solaire thermique
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
EEEOA (WAPP)	Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain
WAREP	Programme régional d'énergie pour l'Afrique de l'Ouest
WASCAL	Centre ouest-africain de services scientifiques sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres
WOCEWA	Femmes et énergie propre en Afrique de l'Ouest

Avant-propos

L'année 2025 a marqué une nouvelle étape importante dans notre parcours visant à promouvoir l'accès durable à l'énergie, l'intégration régionale et la résilience climatique en Afrique de l'Ouest. J'ai le plaisir de présenter ce Rapport annuel, qui reflète l'engagement continu du Centre à soutenir les États membres de la CEDEAO dans l'accélération de la transition vers des systèmes énergétiques abordables, fiables et durables.

Malgré un contexte régional et mondial difficile, le CEREEC a fait preuve de résilience et d'adaptabilité dans la mise en œuvre de son mandat. À la fin de l'année 2025, le Centre avait réalisé 75 % de ses activités programmatiques prévues, tout en enregistrant des initiatives et réalisations supplémentaires dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du développement des capacités, de l'intégration de la dimension genre, des systèmes de données sur l'énergie durable et de l'appui aux politiques régionales. Ces réalisations témoignent de l'engagement de notre personnel, des États membres, des experts techniques, des partenaires au développement et des parties prenantes qui continuent de soutenir la mission du CEREEC.

Pour l'avenir, notre plan de travail 2026 accorde la priorité à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, à l'élargissement des interventions en matière d'efficacité énergétique, au renforcement des systèmes régionaux de certification, à l'amélioration des plateformes de données sur l'énergie durable, ainsi qu'à l'approfondissement des initiatives d'intégration du climat et du genre et de l'engagement continu des parties prenantes. Le CEREEC poursuivra également son ambition de devenir un Organisme



Gibson Okezie Obasi
Directeur exécutif par intérim

régional de certification certifié ISO pour les compétences en énergie durable, tout en poursuivant l'élaboration d'un schéma directeur pour les infrastructures régionales d'énergie durable, y compris le futur siège du CEREEC.

Au nom du Centre, j'adresse mes sincères remerciements à tous nos partenaires et parties prenantes pour leur confiance et leur soutien continus. Ensemble, nous construisons un avenir plus propre, plus inclusif et plus sûr sur le plan énergétique pour la région de la CEDEAO.

Gibson Okezie Obasi
Directeur exécutif par intérim



Résumé exécutif

L'édition 2025 du rapport annuel du CEREEC présente un résumé des activités, des réalisations et des défis de l'année, ainsi qu'un résumé du programme de travail et du budget approuvés du Centre pour 2026. À la fin de l'année, 75 % des 85 activités programmatiques prévues avaient été réalisées, tandis que 6 % supplémentaires étaient encore en cours de mise en œuvre. Les types d'activités mises en œuvre comprenaient des études de préparation de projets, des initiatives de renforcement des capacités, la gestion des données et des connaissances, ainsi que des actions de sensibilisation et d'engagement des parties prenantes.

Les efforts soutenus du Centre en vue d'optimiser l'utilisation de ses ressources financières, humaines et temporelles ont permis d'obtenir des résultats notables, notamment :

- (i) Assistance technique visant à améliorer l'accès aux énergies renouvelables au Bénin, en Guinée-Bissau, au Liberia, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo ;
- (ii) Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur des transports au Cabo Verde et en Côte d'Ivoire ;
- (iii) Certification de 103 professionnels du solaire photovoltaïque au Bénin, au Cabo Verde, en Guinée-Bissau, au Nigéria, au Sénégal et au Togo, ainsi que de 30 dirigeants de petites et moyennes entreprises en « entrepreneuriat vert » au Bénin ;
- (iv) Formation de 24 professionnels issus de six États membres de la CEDEAO en conception,

À la fin de l'année, 75 % des 85 activités programmées avaient été achevées, tandis que 6 % étaient encore en phase d'exécution. Les activités réalisées comprenaient notamment des études de préparation de projets, des initiatives de renforcement des capacités, des actions de gestion des données et des connaissances, ainsi que des efforts de sensibilisation et d'engagement des parties prenantes.



installation et inspection de mini-réseaux propres ;

(v) Identification et mise en place d'un financement ainsi que d'un soutien technique à huit femmes entrepreneurs impliquées dans la production de biochar, de foyers de cuisson propres, de biodigesteurs et de systèmes de réfrigération à énergie solaire au Bénin, en Gambie, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal ;

(vi) Attribution de bourses d'études à six jeunes femmes (retenues parmi 192 candidates) poursuivant des études supérieures dans les filières des énergies propres, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'ingénierie et du génie pétrolier ;

(vii) Promotion de la recherche en énergies renouvelables et facilitation du transfert de technologies dans le bassin du fleuve Niger (Nigéria) et

(viii) Promotion de l'accès aux données sur l'énergie durable, à travers la modernisation de l'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECOWREX).

Le principal défi rencontré par le Centre demeure l'insuffisance des ressources allouées au financement de ses activités administratives.

Au cours de l'exercice financier et de l'année civile 2026, le CEREEC prévoit de mettre en œuvre vingt-cinq (25) sous-programmes et projets, articulés autour de quatre axes thématiques, à savoir : le Programme des énergies renouvelables, le Programme d'efficacité énergétique, le Programme transversal, ainsi que les initiatives régionales spéciales. À cet effet, la Commission de la CEDEAO a approuvé un budget global de 5 596 108,26 UC, dont 1 142 913,28 UC proviennent du prélèvement communautaire et 4 453 194,98 UC des contributions des partenaires techniques et financiers.

Le plan de travail 2026 du CEREEC met l'accent sur l'intensification du déploiement des énergies renouvelables, l'expansion des programmes d'efficacité énergétique, le renforcement des initiatives transversales (genre, données et harmonisation des politiques), ainsi que le développement des partenariats régionaux. Grâce à la diversification de ses sources de financement et au renforcement de ses capacités institutionnelles, le CEREEC ambitionne de consolider son positionnement en tant que centre d'excellence régional dédié à la transformation énergétique durable, conformément à la Vision 2050 de la CEDEAO.



1.0 Contexte

1.1 Introduction

En 2025, le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) a mené de nombreuses activités conformément à sa vision visant à devenir le principal catalyseur de l'accès universel à une énergie moderne, fiable et abordable dans l'ensemble des États membres de la CEDEAO. Pour concrétiser cette ambition, le CEREEC a poursuivi la mise en œuvre de sa mission de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région de la CEDEAO, à travers des programmes générant un impact socioéconomique significatif.

Le CEREEC a été créé en réponse aux recommandations du Livre blanc CEDEAO/UEMOA sur l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines, publié en 2006. En novembre 2008, lors de sa 61e session, le Conseil des ministres de la CEDEAO a adopté le Règlement C/REG.23/11/08, qui a conféré une base juridique à l'Agence. Les objectifs de l'Agence, tels que définis dans son « règlement d'exécution PC/REX.5/06/2020 relatif à l'organisation et au fonctionnement », demeurent pertinents :

- Assurer la coordination des projets et programmes visant la promotion et le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, en vue d'accroître l'accès aux services énergétiques modernes et de renforcer la sécurité énergétique au sein des États membres ;
- Assurer des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités dans la région en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ;

Grâce à son engagement constant en faveur de cette vision, de cette mission et de ces objectifs, le CEREEC est devenu un centre d'excellence dans ces domaines au sein de la région de la CEDEAO, ainsi qu'un point de référence pour d'autres blocs économiques en Afrique souhaitant créer des agences similaires.



- Promouvoir l'harmonisation des politiques ainsi que l'assurance qualité des services relatifs aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- Mener des activités de recherche énergétique et faciliter le transfert de technologies ; et
- Élaborer des programmes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre.

Grâce à son engagement constant en faveur de cette vision, de cette mission et de ces objectifs, le CEREEC est devenu un centre d'excellence dans ces domaines au sein de la région de la CEDEAO, ainsi qu'un point de référence pour d'autres blocs économiques en Afrique souhaitant créer des agences similaires. Le Centre fait partie du Réseau mondial des centres régionaux pour l'énergie durable (GN-SEC), un partenariat multipartite innovant de coopération Sud-Sud, mis en place par l'ONUDI en vue d'accélérer la transition énergétique et climatique dans les pays en développement.

Les réalisations du Centre en 2025 contribuent à l'atteinte des objectifs plus larges définis dans son Plan stratégique 2023 - 2027, dans la Vision 2050 de la CEDEAO, ainsi que dans les objectifs stratégiques 2022-2026 de la Direction actuelle de la Commission de la CEDEAO.

1.2 Aperçu de l'état de mise en œuvre des activités

À la fin du mois de décembre 2025, le CEREEC a atteint un taux global de mise en œuvre de 75 % de ses activités programmées. Le tableau 1 présente un résumé de l'état de mise en œuvre.

Programme	Achevés	En cours	Non démarrés	Reportés	Annulés	Total	%
Énergies renouvelables	15	1	1	10	0	27	32%
Efficacité énergétique	9	1	1	1	0	12	14%
Programme transversal	33	2	0	1	2	38	45%
Initiatives régionales spéciales	7	1	0	0	0	8	9%
Total	64	5	2	12	2	85	100%
%	75%	6%	2%	14%	2%	100%	

Tableau 1: Résumé de l'état de mise en œuvre

Les réalisations du Centre en 2025 contribuent à l'atteinte des objectifs plus larges définis dans son Plan stratégique 2023 - 2027, dans la Vision 2050 de la CEDEAO, ainsi que dans les objectifs stratégiques 2022-2026 de la Direction actuelle de la Commission de la CEDEAO.

Le manque de ressources financières issues du prélèvement communautaire a provoqué le report ou l'annulation de plusieurs activités. D'autres activités ont également été reportées, car les activités précédentes n'avaient pas encore été achevées.

Un budget total de **7,167,518.48 UC** a été approuvé par la Commission de la CEDEAO. Ce montant se composait de trois sources : **844 903,65 UC** provenant du prélèvement communautaire ordinaire, **425,000.00 UC** provenant du Fonds spécial d'intervention de la CEDEAO (FSIE) et **5,897,614.83 UC** de financements extérieurs. À la fin de l'année, les recettes totales représentaient **42,66 %** du budget global. En raison du calendrier variable de réception de ces recettes, les dépenses totales du Centre ont atteint **81.66 % (soit 2,496,941.61 UC)** des fonds effectivement reçus. Le tableau 2 présente une comparaison des budgets, des recettes et des dépenses selon les sources de financement.

Description	Budget approuvé (UC)	Recettes cumulées à ce jour (UC)	Mise en œuvre (UC)	% des recettes	Taux de mise en œuvre sur les recettes %
Prélèvement communautaire	844,903.65	780,337.00	608,197.00	92.36%	77.94%
Fonds spécial d'intervention (FSI)	425,000.00	0.00	0.00	0.0%	0.0%
Fonds externe	5,897,614.83	2,277,249.00	1,888,744.61	38.61%	82.93%
Total	7,167,518.48	3,057,586.00	2,496,941.61	42,66%	81.66%

Tableau 2: Budget, Recettes et Dépenses du CEREEC, janvier – décembre 2025



Source: DC Studio on Freepik

2.0 L'impact de nos interventions : l'émergence de changements positifs

Dans cette section, nous nous concentrons sur l'articulation des domaines spécifiques dans lesquels nos interventions ont contribué de manière significative à des évolutions positives dans la vie des populations de la région de la CEDEAO.

2.1 Assistance technique pour l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables

En prévision d'investissements potentiels dans des mini-réseaux électriques propres, des études de faisabilité ont été menées en Guinée-Bissau et au Libéria afin d'identifier trente (30) sites propices dans chacun de ces pays, en vue de leur développement potentiel dans le cadre du Programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest, financé par la Banque africaine de développement (BAD). Parmi les autres pays bénéficiaires figurent le Burkina Faso, le Mali et le Niger¹.

Dans le cadre du projet « Promotion d'un Marché de l'Électricité Respectueux du Climat en Afrique de l'Ouest » (ProCEM) , financé par la GIZ, une assistance technique a été fournie au Bénin, au Cabo Verde, au Mali et au Togo, afin d'améliorer la production et la gestion des énergies renouvelables. Le Tableau 3 présente les interventions nationales et régionales mises en œuvre dans le cadre de ce projet, ainsi que les résultats attendus à moyen et à long terme pour les populations bénéficiaires.

Études de faisabilité ont été menées en Guinée-Bissau et au Libéria afin d'identifier trente (30) sites propices dans chacun de ces pays, en vue de leur développement potentiel dans le cadre du Programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest.

¹ Les trois pays faisaient partie du projet bien avant leur sortie de la CEDEAO. Les projets DtP étant financés par la BAD, leur mise en œuvre se poursuivra, la Banque assurant l'interface entre le CEREEC et les ministères en charge de l'énergie des trois pays concernés.

Portée géographique	Activité	Impact à moyen et long terme
Bénin	Appui à l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité pour permettre l'injection sur le réseau des excédents d'énergie renouvelable.	L'injection des excédents d'énergie renouvelable dans le réseau présente plusieurs avantages : réduction des coûts par le mécanisme de comptage net, renforcement de la stabilité du système électrique, baisse des émissions de gaz à effet de serre et accroissement de l'indépendance énergétique. Au Bénin, cette approche permettra de valoriser l'énergie solaire excédentaire, soit en l'orientant vers d'autres consommateurs, soit en la réinjectant sous forme de crédits énergétiques, transformant ainsi une production intermittente en un actif fiable et améliorant l'efficacité globale du système
Togo	Assistance technique à l'autorité de régulation du secteur énergétique pour l'élaboration de modèles tarifaires applicables aux énergies renouvelables, aux centrales thermiques, aux mini-réseaux et aux systèmes raccordés au réseau électrique. Formation des principales parties prenantes nationales (Autorité de régulation du secteur de l'électricité, Compagnie Énergie Électrique du Togo et Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables) à l'utilisation de modèles tarifaires normalisés pour l'achat d'électricité produite à partir de sources renouvelables telles que l'énergie solaire, hydraulique, éolienne, la biomasse, ainsi que pour les centrales thermiques et les mini-réseaux.	Les modèles tarifaires de l'électricité contribuent à l'équilibrage de la charge du réseau, à l'intégration des énergies renouvelables, à la réduction des coûts pour les consommateurs efficaces et à la promotion de la durabilité énergétique en encourageant l'optimisation de la demande et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Ils favorisent ainsi le développement d'un réseau électrique plus intelligent, plus résilient et plus économique. Ces modèles favorisent également le passage de structures tarifaires forfaitaires vers des systèmes de tarification variable ou basée sur la capacité, incitant les consommateurs équipés de technologies intelligentes (véhicules électriques, systèmes solaires, batteries de stockage) à consommer l'électricité lorsque celle-ci est abondante et à moindre coût, contribuant ainsi à la réduction de la demande de pointe et des coûts systémiques.





Portée géographique	Activité	Impact à moyen et long terme
Mali	Appui au ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau pour l'opérationnalisation de l'autoconsommation solaire et la vente des excédents d'électricité au réseau.	L'autoconsommation solaire permet de réduire la dépendance à l'électricité du réseau public, offrant ainsi de multiples avantages aux entreprises. L'utilisation directe de l'électricité produite par les panneaux solaires pour alimenter les activités opérationnelles permet de réduire considérablement les factures d'électricité, générant des économies substantielles à long terme, en particulier pour les entreprises à forte consommation énergétique.
Cabo Verde	Étude d'évaluation de l'impact des véhicules électriques à Cabo Verde. Avec l'appui du projet ProCEM II financé par la GIZ, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie a réalisé une étude visant à évaluer l'impact de l'augmentation de l'utilisation des véhicules électriques sur la stabilité du réseau électrique ainsi que sur l'intégration optimale des infrastructures de recharge. L'objectif était de garantir un approvisionnement en électricité fiable et abordable pour la recharge des véhicules électriques tout en préservant la stabilité du réseau.	L'analyse économique du déploiement des véhicules électriques au Cabo Verde met en évidence que les incitations financières ont joué un rôle déterminant dans l'adoption précoce de la mobilité électrique. Toutefois, leur viabilité à long terme requiert une évaluation rigoureuse. Les mécanismes actuels de subvention contribuent de manière significative à l'accélération de la décarbonation du parc automobile, permettant d'atteindre une électrification quasi complète à l'horizon 2050, sous réserve du maintien d'un niveau de soutien adéquat.
Niveau Régional	Plusieurs mesures ont été mises en œuvre ou sont en cours de réalisation afin d'améliorer l'environnement favorable à l'adoption de l'énergie solaire photovoltaïque dans la région de la CEDEAO, notamment : (i) deux documents contractuels standard pour le déploiement de projets solaires photovoltaïques, (ii) un catalogue de garanties et d'assurances pour les projets solaires photovoltaïques, (iii) une directive régionale pour les projets solaires photovoltaïques raccordés au réseau, et (iv) le manuel d'évaluation du genre de la CEDEAO pour les projets d'énergies renouvelables raccordés au réseau.	Ces instruments renforcent collectivement les dimensions politiques, financières et sociales de l'écosystème des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest. Plus spécifiquement, ils contribuent à: • Réduire les risques d'ordre juridique, financier, technique et social. • Accroître la transparence et la prévisibilité pour les investisseurs et les promoteurs. • Promouvoir l'intégration régionale et l'harmonisation des marchés énergétiques. • Garantir l'équité et la durabilité, faisant des énergies renouvelables non seulement une solution technologique, mais également un moteur de développement inclusif.

Tableau 3: Intervention par pays dans le cadre du projet ProCEM II, financé par la GIZ



2.2 Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur des transports

Le CEREEC, en collaboration avec le Ministère des Transports de la Côte d'Ivoire et avec le soutien financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), par l'intermédiaire de l'ONUDI, met en œuvre le projet intitulé « Intégration de la mobilité électrique aux énergies renouvelables dans les zones périurbaines et rurales ». Cette initiative vise à accélérer l'adoption des transports électriques alimentés par des énergies renouvelables, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à stimuler l'activité économique. Elle permettra de mettre en place un environnement favorable à la mobilité électrique, de piloter des véhicules électriques de petit format — tels que les vélos électriques ainsi que les véhicules à deux et trois roues — à des fins productives, et de promouvoir une sensibilisation accrue du public.

Au cours de l'année, des préparatifs ont été engagés en vue de la réalisation d'une étude portant sur la localisation des chaînes de valeur des véhicules électriques (VE), ainsi que des infrastructures de recharge. Comme indiqué à la section 2.1, le Cabo Verde poursuit ses efforts en matière d'adoption des véhicules électriques (VE), notamment à travers la mise en place d'incitations financières et le déploiement progressif des infrastructures de recharge.

Dans le cadre de l'initiative de mobilité électrique en Côte d'Ivoire, les parties prenantes nationales bénéficieront de formations fondées sur l'expérience du Cabo Verde, illustrant la manière dont l'approche du pays peut inspirer et renforcer l'efficacité du programme ivoirien.

Impact potentiel à moyen et long terme

L'étude, menée avec le soutien de la GIZ, a permis d'évaluer les implications d'une adoption accrue des véhicules électriques (VE) sur la stabilité du réseau et l'intégration optimale des infrastructures de recharge. Dans le cadre de l'initiative de mobilité électrique en Côte d'Ivoire, les parties prenantes nationales bénéficieront de formations fondées sur l'expérience du Cabo Verde, illustrant la manière dont l'approche du pays peut inspirer et renforcer l'efficacité du programme ivoirien. Ainsi, l'étude menée au Cabo Verde constitue une base importante pour l'augmentation des investissements dans le secteur et pour l'amélioration de l'accès à une énergie durable destinée aux transports.



Station de recharge pour véhicules électriques dans la municipalité de Santa Cruz, au
Source : Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie du

2.3 Renforcement des capacités des professionnels du secteur des énergies durables

Dans le cadre du programme de renforcement des capacités et de certification, plusieurs activités ont été mises en œuvre afin d'améliorer globalement l'environnement propice et d'accroître l'accès à l'énergie. Les principales activités réalisées comprennent ce qui suit:

a) Renforcement des capacités en énergie propre : La Facilité africaine de soutien juridique de la Banque africaine de développement a contribué au renforcement des capacités des États membres de la CEDEAO et des principales institutions énergétiques de la région, afin de soutenir la mise en œuvre du programme du Corridor d'Énergie Propre de l'Afrique de l'Ouest (WACEC). Le WACEC vise à répondre aux besoins régionaux en matière d'électricité et à promouvoir le développement d'un marché de l'électricité respectueux du climat, en ciblant l'installation de 10 GW d'énergie solaire photovoltaïque, de 2 GW de petites centrales hydroélectriques et de 1 GW d'énergie éolienne.

Quinze membres du personnel du CEREEC, de l'ERERA, du WAPP ainsi que de la Direction de l'énergie de la CEDEAO ont participé à un atelier de formation axé sur les aspects juridiques et réglementaires applicables aux projets photovoltaïques raccordés au réseau, notamment les partenariats public-privé (PPP) et les systèmes de stockage d'énergie par batteries. Cette formation a porté sur les cadres de partenariat public-privé, la réglementation du secteur de l'électricité, les autorisations d'achat indépendant d'électricité, les méthodologies tarifaires, les meilleures pratiques en matière



de passation de marchés, la rédaction de contrats, les mécanismes de garantie ainsi que les techniques de négociation.

b) Certification des installateurs solaires photovoltaïques domestiques au Bénin, au Cabo Verde, en Guinée-Bissau, au Nigeria, au Sénégal et au Togo : Le développement d'un secteur énergétique prospère et durable repose sur l'assurance qualité à plusieurs niveaux. Si la fiabilité des équipements est garantie par l'élaboration et l'application de normes produits, ces équipements ne peuvent toutefois fournir les services attendus que si les systèmes d'énergies renouvelables sont conçus, installés et entretenus par des professionnels hautement qualifiés. À cet effet, le Système régional de certification (RCS) pour les compétences en matière d'énergie durable procède actuellement à la certification des techniciens en énergie solaire photovoltaïque hors réseau (niveau 1), avec une extension progressive prévue vers d'autres domaines. Les professionnels certifiés sont tenus de démontrer les compétences et connaissances requises à travers des examens.

Entre avril et décembre 2025, le CEREEC, en collaboration avec la GIZ, le Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau financé par la Banque mondiale (ROGEAP) ainsi que des centres partenaires, a organisé des sessions d'examen de certification au Bénin, au Cabo Verde, en Guinée-Bissau, au Nigeria, au Sénégal et au Togo, ayant permis la certification de 103 nouveaux installateurs de systèmes solaires photovoltaïques, dont 22 femmes. Depuis le lancement du programme en 2019, un total de 232 installateurs a été certifié.

c) Élaboration de modules et formation de formateurs sur la conception, l'installation et



Vingt-quatre professionnels issus de neuf institutions partenaires du Bénin, du Cabo Verde, du Ghana, du Nigéria, du Sénégal et de la Sierra Leone ont été formés en octobre 2025 en tant que formateurs dans les domaines de la conception, de l'installation et de l'inspection des mini-réseaux, à l'ESMER à Allada, au Bénin.

l'inspection des mini-réseaux propres: Dans le cadre de la Phase 1 du programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest, financé par la Banque africaine de développement, des modules de formation destinés aux concepteurs, aux installateurs et aux inspecteurs de mini-réseaux ont été élaborés par l'Académie des énergies renouvelables en Allemagne, puis examinés par le CEREEC avant leur validation officielle par des experts régionaux.

Vingt-quatre professionnels issus de neuf institutions partenaires du Bénin, du Cabo Verde, du Ghana, du Nigéria, du Sénégal et de la Sierra Leone ont été formés en octobre 2025 en tant que formateurs dans les domaines de la conception, de l'installation et de l'inspection des mini-réseaux, à l'École Supérieure des Métiers des Énergies Renouvelables (ESMER) à Allada, au Bénin.

De manière générale, les participants ont manifesté une confiance accrue dans leur capacité à

répliquer la formation, la plupart estimant disposer des compétences nécessaires pour assurer la diffusion des principaux modules. Les formateurs ont, pour leur part, souligné la richesse des échanges entre pairs ainsi que la pertinence des outils pédagogiques mobilisés.

Dans l'ensemble, ces activités ont permis de renforcer de manière significative les capacités de la CEDEAO en matière de mise en œuvre de formations harmonisées sur les mini-réseaux. Le CEREEC et ses institutions partenaires disposent à présent de programmes de formation validés ainsi que des ressources fondamentales nécessaires pour soutenir leur déploiement à l'échelle nationale dans six États membres de la CEDEAO, et éventuellement au-delà.

Impact à moyen et long terme

Les initiatives de formation et de certification ont permis de renforcer les capacités de l'Afrique de l'Ouest en matière de conception, d'installation et de maintenance des mini-réseaux, contribuant ainsi aux efforts continus visant à accroître l'adoption des énergies renouvelables dans la région.



2.4 Facilitation de la recherche sur les énergies renouvelables et du transfert de technologies

L'un des principaux objectifs du CEREEC est de promouvoir la recherche dans le secteur de l'énergie ainsi que de faciliter le transfert de technologies. Dans ce cadre, l'Agence, en collaboration avec ses partenaires techniques, met en œuvre le projet « Modélisation des systèmes énergétiques pour le développement vert de l'Afrique (EMERGE) », financé par l'Union européenne. Cette initiative vise à concevoir des outils analytiques ainsi que des ressources de connaissance permettant de renforcer les capacités (i) des décideurs politiques, des universitaires, des investisseurs et des citoyens — notamment dans la région du fleuve Niger (Mali et Nigéria) — en vue de soutenir le développement de la production d'énergie propre, et (ii) promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles.

Impact à moyen et long terme

La boîte à outils (Toolbox) est constituée d'un ensemble de méthodes innovantes, d'algorithmes et de plateformes destinés à soutenir la transition vers les énergies vertes en Afrique. Elle offre des fonctionnalités permettant une analyse complète des systèmes énergétiques ainsi qu'un appui à la prise de décision.



Source: DC Studio on Freepik



2.5 Forum sur l'énergie durable de la CEDEAO

Sous le thème « Accélérer les solutions d'infrastructures énergétiques durables pour la croissance dans la région de l'Afrique de l'Ouest », la 10^e édition du Forum sur l'énergie durable de la CEDEAO (ESEF) s'est tenue avec succès à Banjul, en Gambie, les 18 et 19 septembre 2025.

Le Forum ESEF constitue une plateforme stratégique dédiée à la mobilisation des investissements dans les énergies renouvelables, au renforcement de la collaboration entre les différentes parties prenantes ainsi qu'au soutien à l'élaboration des politiques énergétiques. Au fil des années, il s'est progressivement imposé comme un rendez-vous annuel de référence. L'édition 2025 a réuni plus de 400 participants issus du secteur de l'énergie, notamment des ministres et des représentants d'organisations internationales, régionales et nationales, ainsi que de la société civile, tous engagés dans la promotion des objectifs en matière d'énergies durables en Afrique de l'Ouest.

Les retours des participants ont mis en évidence la forte valeur ajoutée du Forum :

- Sur les 55 personnes ayant répondu à l'enquête de satisfaction, 96 % ont estimé que l'ESEF avait offert des opportunités de mise en réseau pertinentes.
- Plus de la moitié des répondants ont exprimé un niveau d'accord élevé concernant la qualité de ces opportunités de réseautage.
- En outre, 98 % des répondants ont considéré que le Forum a efficacement favorisé la promotion des opportunités d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables à l'échelle de l'ensemble de la région de la CEDEAO.

Impact à moyen et long terme

Les répondants ont indiqué que, sur la base de leur expérience lors du Forum, ils envisagent de mener plusieurs actions commerciales potentielles, notamment :

- Le renforcement des partenariats et de la collaboration ;
- Le déploiement de nouvelles technologies ;
- L'expansion des initiatives de développement de marché ;
- La promotion du plaidoyer politique ainsi que le partage des connaissances ; et
- La stimulation de l'innovation et de l'expansion des activités commerciales.

Certains participants ont également fait état de réalisations professionnelles et commerciales liées à leur participation aux éditions précédentes de l'ESEF. Parmi ces réalisations figurent notamment l'exploitation de l'accès aux décideurs politiques régionaux afin d'accélérer la mise en œuvre des initiatives régionales, l'influence exercée auprès des décideurs politiques nationaux en vue de l'allocation de financements aux projets d'énergies renouvelables, ainsi que l'obtention d'un soutien à l'expansion des activités commerciales grâce aux partenariats établis lors des éditions antérieures du Forum.

10e édition du Forum de la CEDEAO sur l'énergie durable en Gambie, avec la participation du Vice-Président de la Gambie, S.E. Muhammad B.S. Jallow



Alignement de gauche à droite : M. Tijan Wally Bahoum, membre du conseil d'administration de la Société nationale de l'eau et de l'électricité de la Gambie ; M. Dennis Elverir, directeur général de AIC Green Energy ; Prof. Abubakar Sani Sambo, enseignant à l'Université Usmanu Danfodiyo ; M. Bah F. M. Saho, ancien directeur exécutif du CEREEC ; Hon. Charles Umehai, vice-ministre de l'Énergie du Libéria ; M. Mahama Kappiah, ancien directeur exécutif du CEREEC ; Dr Kandeh K. Yumkella, président du Groupe de coordination de la gouvernance énergétique ; M. Jean Francis Sempore, ancien directeur exécutif du CEREEC ; Hon. Kossi Mawusi Kakatsi, vice-ministre des Mines et des Ressources énergétiques du Togo ; M. Lamin Camara, secrétaire permanent au ministère de l'Énergie et du Pétrole de la Gambie ; et M. William Zheng, directeur général de Huawei Technologies Co., Ltd, Gambie.

2.6 Promotion de l'accès aux données sur l'énergie durable

L'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECOWREX) a été créé afin de pallier les lacunes en matière de données et d'informations, et de soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes dans le domaine de l'énergie durable à travers la région de la CEDEAO. Une version améliorée a été lancée en mars 2025 et est accessible via le site : <https://ecowrex.org>.

Les rapports annuels d'avancement 2022 et 2023 sur les objectifs régionaux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique sont désormais disponibles sur les sites web de l'ECOWREX et du CEREEC. Le rapport régional d'avancement fournit une vue d'ensemble quantitative des efforts déployés par les États membres de la CEDEAO pour mettre en place des politiques favorisant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les infrastructures énergétiques durables. Il présente également les résultats obtenus grâce aux contributions de diverses parties prenantes, y compris les partenaires techniques et financiers. Le rapport est diffusé auprès de l'ensemble des publics concernés, notamment les institutions publiques, les acteurs du secteur privé, l'industrie, la société civile, les milieux universitaires et scientifiques et les organisations non gouvernementales.

Impact à moyen et long terme

Le présent rapport fournit des informations essentielles sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'accès à l'énergie à l'échelle régionale. À mesure que la disponibilité des données s'améliore, les futures éditions devraient être encore plus solides, offrant ainsi une vision plus complète et plus précise des progrès réalisés dans la région en matière d'accès à une énergie durable pour tous.

ECOWREX

ECOWAS Observatory for Renewable Energy and Energy Efficiency Validation Workshop

Web-based platform providing high-quality of data and information in the sphere of sustainable energy in the ECOWAS region.



www.ecowrex.org





2.7 Intégration du genre dans l'accès à l'énergie

Pour favoriser l'intégration de la dimension de genre dans l'accès à l'énergie, le CEREEC met en œuvre le projet « Les femmes et l'énergie en Afrique de l'Ouest (WOCEWA) », financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. En septembre 2025, le CEREEC avait apporté un soutien financier et technique à huit entreprises énergétiques dirigées par des femmes au Bénin, en Gambie, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal. Ces entrepreneures sont actives dans la production de biochar, de foyers de cuisson propres, de biodigesteurs et de solutions de réfrigération alimentées à l'énergie solaire. Par ailleurs, six jeunes femmes, sélectionnées parmi 192 candidatures et poursuivant actuellement des études de master dans des domaines liés aux énergies propres, notamment l'énergie, l'ingénierie et l'ingénierie pétrolière, bénéficient également de bourses d'études.

Impact à moyen et long terme

Le soutien apporté aux entrepreneures du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest présente un fort potentiel de transformation, notamment à travers les aspects suivants :

- **Amélioration de l'accès à l'énergie et de son caractère abordable :** Le déploiement de solutions d'énergie propre, adaptées aux besoins locaux, favorisera une adoption accrue des foyers de cuisson propres, des biodigesteurs et des systèmes de réfrigération solaire. Cela contribuera à réduire la dépendance au kérosène ainsi qu'aux combustibles de biomasse, souvent peu efficaces et onéreux.
- **Avantages sanitaires et sociaux :** L'adoption des technologies de cuisson propre permettra de réduire la pollution de l'air intérieur, diminuant ainsi les maladies respiratoires chez les femmes et les enfants. De même, la réfrigération solaire renforcera la sécurité alimentaire et réduira les pertes post-récolte, contribuant ainsi à la sécurité nutritionnelle des populations.
- **Autonomisation économique :** Les femmes entrepreneures bénéficiaires seront en mesure de générer des revenus et de créer des emplois, en particulier au profit d'autres femmes et des jeunes. En outre, l'accès au biochar et aux biodigesteurs contribuera à l'amélioration de la productivité agricole grâce à la fourniture d'engrais organiques et d'une source d'énergie pour les ménages ruraux.
- **Équité de genre dans la transition énergétique :** La promotion du leadership des femmes, soutenue par le renforcement de leurs capacités, contribuera à remettre en question les rôles traditionnels liés au genre et à consolider leur position en tant qu'innovatrices dans le domaine des technologies climato-intelligentes. Leur participation favorisera également une meilleure prise en compte des réalités culturelles ainsi qu'une appropriation plus large de ces technologies par les communautés.
- **Atténuation des changements climatiques :** La diffusion à grande échelle du biochar et des biodigesteurs permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment par la séquestration du carbone et la réduction des émissions de méthane issues des déchets. Par ailleurs, les foyers de cuisson propres contribueront à réduire la pression exercée sur les ressources forestières en diminuant la demande en bois de chauffe.

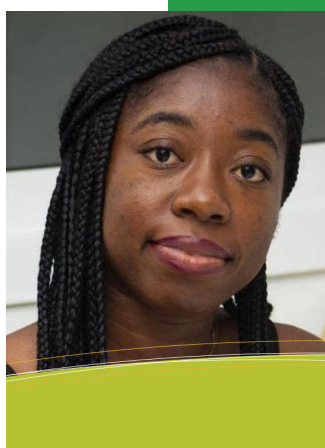
Le soutien apporté aux jeunes étudiantes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) constitue une stratégie d'impact à long terme, inspirant les futures générations de femmes vers les carrières scientifiques, technologiques et entrepreneuriales.



Nom
Aminata Hassam Kanu
Âge: 25
Programme académique
Master en Technologie Industrielle
Nom de l'établissement
Université de Makeni
Nationalité
Sierra Leone
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois



Nom
Mariama Balde
Âge: 21
Programme académique
Master en Énergies Renouvelables et Efficacité Énergétique
Nom de l'établissement
Université Gamal Abdel Nasser
Nationalité
République de Guinée
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois



Nom
Alla Bledja
Âge: 28
Programme académique
Master in Electrotechnics and Industrial Automation
Nom de l'établissement
Institut National Polytechnique Felix Houphouet Boigny (INPHB)
Nationalité
Côte d'Ivoire
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois



Nom
Joy Ugoyah
Âge: 25
Programme académique
Master en Développement de Projets Pétroliers et Transition Énergétique
Nom de l'établissement
Université de Port Harcourt
Nationalité
Nigéria
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois



Nom
Imelda Paule Ashley W. Nikyema
Âge: 22
Programme académique
Master en Génie Électrique et Énergétique
Nom de l'établissement
2iE
Nationalité
Burkina Faso
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois



Nom
Soumaila Yamine Omonnike
Âge: 25
Programme académique
Master en Énergies Renouvelables et Efficacité Énergétique
Nom de l'établissement
Ecole Supérieure des Métiers des Énergies Renouvelables (ESMER)
Nationalité
Bénin
Lot de récompense
Frais de scolarité, ordinateur portable, stage de 6 mois

Boursiers du programme WOCEWA : sélectionnés à l'issue d'un appel public à candidatures compétitif, ces étudiants suivent un programme de Master de deux ans, suivi d'un stage de six mois. Leurs domaines de spécialisation respectifs comprennent : le développement de projets pétroliers et la transition énergétique, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le génie électrique et énergétique, ainsi que l'électrotechnique et l'automatisation industrielle.



3.0 Réalisations opérationnelles

3.1 Ressources humaines et administration

Les principales réalisations en matière de gestion des ressources humaines et d'administration ont concerné la sensibilisation du personnel aux procédures administratives et d'achat, ainsi que l'organisation de formations en premiers secours, en prévention et en lutte contre les incendies. En 2025, les capacités des ressources humaines du CEREEC ont été renforcées, la Commission de la CEDEAO ayant confirmé la titularisation de trois nouveaux membres du personnel après une période probatoire d'un an. Il s'agit du responsable principal de programme (RPP) chargé de l'administration et des finances, du RPP chargé de l'efficacité énergétique, ainsi que du responsable de programme (RP) chargé du suivi et de l'évaluation. Par ailleurs, le responsable de programme (RP) chargé de l'administration a été promu du grade P3 au grade P4.

En outre, deux nouveaux consultants ont été recrutés et les trois jeunes professionnels déployés par la Commission de la CEDEAO ont été intégrés avec succès au sein de l'Agence et accompagnés dans l'achèvement de leur programme de stage. Le CEREEC a également apporté un appui administratif et financier au Bureau du Représentant résident de la CEDEAO au Cabo Verde à travers le système de mutualisation du personnel.

Malgré les importantes contributions à son capital humain, le Centre a malheureusement dû enregistrer le départ de son Directeur exécutif, à la suite du retrait de l'Alliance des États du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) de la CEDEAO et de la mise en conformité subséquente de la Commission de la CEDEAO avec sa réglementation exigeant la rupture des liens avec les membres du personnel originaires de ces trois pays. Cette situation a également concerné le Commissaire de la CEDEAO en charge des Infrastructures, de l'Énergie et de la Numérisation, M. Sediko Douka, ressortissant du Niger.

3.2 Gestion financière

Le CEREEC a renforcé ses processus de gestion et d'établissement des rapports, conformément aux règlements financiers de la CEDEAO, aux exigences des bailleurs de fonds ainsi qu'aux normes internationales applicables.

Parmi les principales réalisations, on peut citer:

- (i) la préparation et la soumission en temps opportun des rapports financiers ;
- (ii) l'achèvement dans les délais des rapports d'audit ;
- (iii) l'amélioration de la notation d'assurance des audits ;
- (iv) la mise à jour du registre des risques du CEREEC ;
- (v) la préparation et la soumission en temps opportun des rapports trimestriels d'exécution budgétaire ;
- (vi) la révision des procédures opérationnelles standard (SOP) de la Division des finances ; et
- (vii) la certification sans réserve des états financiers de l'exercice 2024.



3.3 Technologies de l'information et de la communication et communication générale

L'Unité des technologies de l'information et de la communication (TIC) a renforcé les cadres de gouvernance, de résilience et de conformité du CEREEC à travers la mise à jour et l'amélioration de documents institutionnels clés, notamment le Plan de reprise après sinistre, le Plan de sauvegarde et de récupération des données, le Plan de continuité des activités (PCA), ainsi que la Politique en matière de santé, de sécurité et d'environnement (SSE). L'Unité a également procédé à un examen approfondi des droits d'accès des utilisateurs dans le cadre des audits périodiques des accès, permettant de supprimer les privilèges obsolètes ou non nécessaires afin de renforcer les contrôles internes et la sécurité de l'information. Par ailleurs, le registre des risques informatiques a été mis à jour afin d'y intégrer les risques opérationnels et cybernétiques émergents.

La résilience opérationnelle a été optimisée grâce à l'application d'un plan structuré de maintenance préventive couvrant les serveurs, les commutateurs réseau, les imprimantes ainsi que l'ensemble des actifs TIC. Le site de reprise après sinistre a fait l'objet d'un test opérationnel au cours de l'année, dont les résultats ont été dûment documentés conformément aux normes et exigences internes en vigueur. En outre, un ensemble complet de politiques informatiques a été finalisé et officiellement adopté par la Direction vers la fin de l'année. Tout au long de l'année, l'Unité TIC a continué d'assurer un appui technique quotidien au personnel, tout en mettant en œuvre des améliorations ciblées en matière de sécurité de l'information, notamment à travers la migration et la mise à niveau de la solution de sécurité des points d'accès ESET vers une plateforme de gestion en ligne, ainsi que l'organisation de sessions de formation spécialisées en cybersécurité à l'intention du personnel. Les Unités TIC et Communication ont également contribué conjointement à l'organisation de réunions, conférences et événements, tant en ligne qu'en présentiel, y compris l'ESEF, ainsi qu'à la production d'une vidéo documentaire à l'occasion des célébrations du 15^e anniversaire du CEREEC et du 50^e anniversaire de la CEDEAO.

Au-delà des opérations TIC essentielles, l'Unité a poursuivi la fourniture d'un appui transversal aux mandats techniques et institutionnels du CEREEC. Cela a notamment inclus un soutien à la collecte des données énergétiques régionales dans le cadre de l'ECOWREX, contribuant ainsi à la collecte de données auprès des États membres de la CEDEAO, ainsi qu'à l'élaboration et à la publication du Rapport régional sur les progrès des énergies renouvelables (2023) et du Rapport sur les indicateurs d'efficacité énergétique (2018–2022), en collaboration avec la Commission africaine de l'énergie (AFREC).

3.4 Passation de marchés

Plusieurs procédures de passation de marchés ont été menées en pleine conformité avec le Code des marchés de la CEDEAO, les directives des bailleurs de fonds en matière de passation de marchés ainsi que les normes internationales de bonnes pratiques. Sur les 44 activités prévues, 27 ont été achevées au cours de l'année. (voir Tableau 4).

Statut des marchés	Nombre	%
Achevés	27	64%
En cours	14	33%
Non encore lancés	2	5%
Annulés/reportés	1	2%
Total	44	100%

Tableau 4: État d'avancement des activités de passation de marchés

La résilience opérationnelle a été optimisée grâce à l'application d'un plan structuré de maintenance préventive couvrant les serveurs, les commutateurs réseau, les imprimantes ainsi que l'ensemble des actifs TIC. Le site de reprise après sinistre a fait l'objet d'un test opérationnel au cours de l'année, dont les résultats ont été dûment documentés conformément aux normes et exigences internes en vigueur. En outre, un ensemble complet de politiques informatiques a été finalisé et officiellement adopté par la Direction vers la fin de l'année.





Source: DC Studio on Freepik

4.0 Renforcement des partenariats

4.1 Participation aux principaux événements sectoriels

Durant l'année, l'Agence a participé à plusieurs forums sectoriels sur invitation de leurs organisateurs. Ces manifestations ont offert des opportunités de mobilisation de ressources et de consolidation des partenariats. Deux de ces événements sont présentés dans les sous-sections suivantes.

4.1.1 Septième réunion du comité du GN-SEC

Le CEREEC a participé à la septième réunion du Comité du Réseau mondial des centres régionaux pour l'énergie durable (GN-SEC), qui s'est tenue à Gaborone, au Botswana. Cette réunion a permis de mettre en exergue l'importance stratégique de la coopération régionale et interrégionale en tant que moteur de la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les pays du Sud.

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la Semaine de l'énergie durable de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), organisée du 24 au 28 février 2025 sous le thème : « Accélérer les solutions énergétiques durables pour assurer la sécurité énergétique de la région de la SADC ». Coorganisé par le ministère des Mines et de l'Énergie (MME) du Botswana et le Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE), cet événement visait à promouvoir l'adoption des énergies durables à travers la collaboration et l'innovation à l'échelle de la région de la SADC.

La semaine a également été marquée par la tenue de plusieurs événements phares, notamment la 6^e Conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau (IOREC) et la 8^e Conférence régionale sur la démonstration et le renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie solaire thermique (SOLTRAIN). Ces événements ont été organisés en partenariat avec l'ONUDI, l'IRENA et le Programme SOLTRAIN, avec le soutien de l'Agence autrichienne de développement (ADA).



Table ronde avec la participation de la représentante du CEREEC, M. Hyacinth Elayo — échange d'idées sur la promotion de solutions énergétiques durables grâce à la coopération régionale dans l'ensemble du Sud global.

4.1.2 Sommet africain sur le climat

Convoqué par la Commission de l'Union africaine, le Sommet africain sur le climat (ACS) s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 8 au 10 septembre 2025. Cet événement a réuni des dirigeants africains et internationaux, notamment des chefs d'État et de gouvernement, des partenaires au développement, des organisations intergouvernementales, des représentants du secteur privé, du milieu académique, des peuples autochtones, des organisations de la société civile, ainsi que des femmes et des jeunes.

Le Sommet visait à concevoir et à accélérer la mise en œuvre de solutions climatiques portées par l'Afrique, ainsi qu'à explorer les moyens de mobiliser des financements climatiques nationaux et internationaux, fondés sur les priorités régionales et l'innovation locale, afin de renforcer la mise en œuvre des engagements existants.

En marge des sessions plénières, le CEREEC a participé à trois événements parallèles :

i. L'événement parallèle organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission africaine de l'énergie (AFREC), dédié à la promotion de solutions financières innovantes en faveur d'une transition énergétique juste, inclusive et équitable en Afrique.

ii. L'événement parallèle organisé par l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI) et le CEREEC, portant sur un atelier régional consacré au renforcement de la résilience climatique des systèmes énergétiques et à la mobilisation des financements climatiques en Afrique de l'Ouest.

iii. L'événement parallèle organisé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), portant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique pour des moyens de subsistance durables en Afrique (EELA), ainsi que sur l'accélération des investissements grâce à la plateforme industrielle des technologies propres EELA.

Le CEREEC a été reconnu comme une institution de référence contribuant activement à la promotion des initiatives climatiques en Afrique de l'Ouest. Au cours du Sommet, l'Agence a renforcé son réseau de partenariats avec des institutions financières intervenant dans le domaine du climat, notamment la Global Energy Alliance for People and Planet, la Banque AFREXIM, le Fonds africain pour les changements climatiques de la Banque africaine de développement (BAD), le Mécanisme catalytique de financement des PME agroalimentaires de la BAD, ainsi que le Programme africain de financement des risques de catastrophe de la BAD. À l'issue de l'événement, le CEREEC a poursuivi ses échanges avec ces partenaires afin d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration.



Une photo de groupe de quelques participants au Sommet africain sur le climat à Addis-Abeba

4.1.3 Semaine de formation sur les politiques d'efficacité énergétique en Afrique 2025

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le ministère ghanéen de l'Énergie et de la Transition verte ont co-organisé l'édition 2025 de la Semaine de formation sur les politiques d'efficacité énergétique en Afrique à Accra, du 20 au 23 octobre 2025. Organisé en partenariat avec la Commission africaine de l'énergie (AFREC) et la Banque africaine de développement (BAD), l'événement a offert aux décideurs une occasion précieuse de s'inspirer des meilleures pratiques internationales et de renforcer une communauté mondiale de praticiens de l'efficacité énergétique engagés à doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030.

Des représentants du CEREEC, du Centre est-africain pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (EACREEE), du Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE), de l'ONUDI et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) ont visité le laboratoire d'essai des climatiseurs et réfrigérateurs de l'Autorité ghanéenne des normes.

L'équipe en visite a acquis une meilleure compréhension des infrastructures d'essai du Ghana et a exploré des domaines potentiels de collaboration, notamment le renforcement des capacités, l'assurance qualité et l'harmonisation régionale des cadres d'essai et de conformité.

Le Dr Mawufemo Modjinou, responsable de la division efficacité énergétique du CEREEC, a souligné l'importance de cadres institutionnels solides et de la coopération régionale dans l'avancement des technologies de cuisson propre. Il a présenté les principales initiatives mises en œuvre par le CEREEC afin de contribuer à la réalisation des objectifs clés de la politique régionale de la CEDEAO en matière d'énergies renouvelables — notamment la nécessité d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique régional à 48 % d'ici 2030, d'améliorer la sécurité énergétique et d'élargir l'accès en zones rurales grâce aux mini-réseaux et aux systèmes modernes.



Visite de terrain des infrastructures de test énergétique à Accra lors de la Semaine de formation sur les politiques d'efficacité énergétique en Afrique 2025.

4.1.4 Engagement des parties prenantes du PPDU dans le cadre de la révision du Plan stratégique

L'Unité de préparation et de développement des projets (PPDU) de la CEDEAO — agence spécialisée de la Commission de la CEDEAO chargée de la préparation et de la structuration des projets d'infrastructures régionales — a mandaté des consultants afin d'élaborer son Plan stratégique d'entreprise quinquennal (2025-2029). En mai 2025, le PPDU a organisé un atelier de deux jours réunissant les principales agences et départements de la CEDEAO, ainsi que les partenaires au développement, en vue d'examiner et de discuter à la fois du Plan stratégique d'entreprise, ainsi que de la stratégie de communication et du plan de communication qui l'accompagnent.

L'objectif principal de la réunion était de recueillir des retours d'information supplémentaires, conformément aux recommandations formulées lors de la session de validation de 2024 tenue à Lomé, au Togo. Les participants ont examiné la manière dont les consultants avaient intégré les recommandations issues des réunions précédentes et ont eu la possibilité d'apporter des contributions additionnelles. La participation du CEREEC a permis de garantir une meilleure prise en compte de ses priorités ainsi que de ses contributions dans le plan d'affaires de son agence sœur.

La participation du CEREEC a permis de garantir une meilleure prise en compte de ses priorités ainsi que de ses contributions dans le plan d'affaires de son agence sœur.



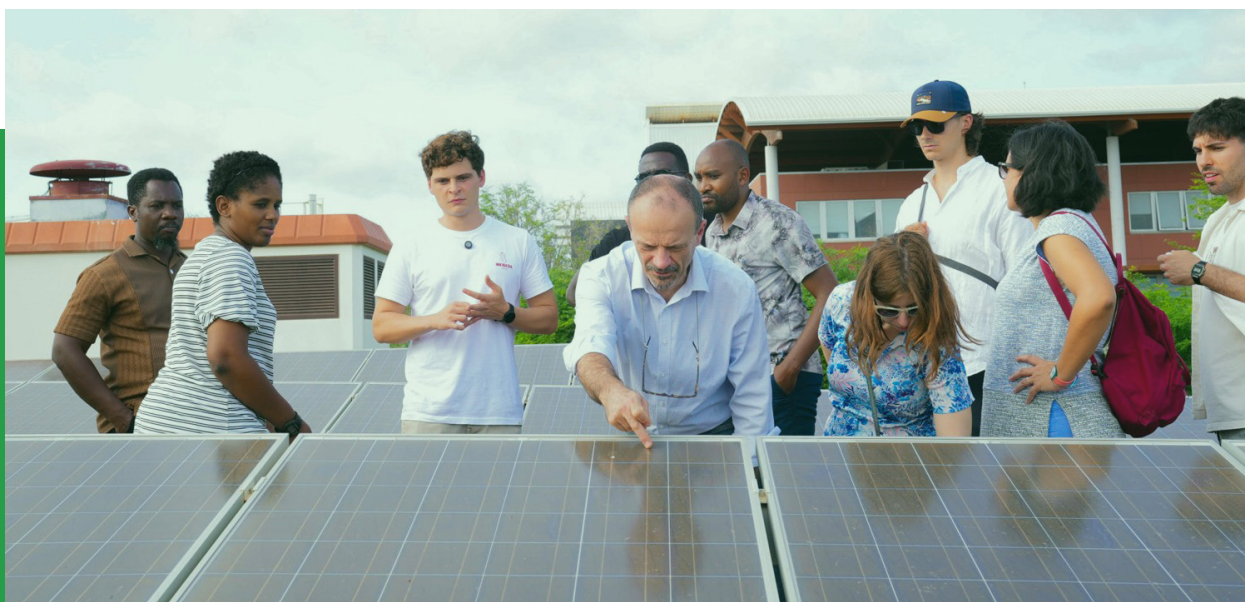
Photo de groupe des participants à l'atelier des parties prenantes du PPDU, organisé pour examiner et apporter des contributions au Plan stratégique d'affaires et à la Stratégie de communication 2025-2029.

4.1.5 Engagement annuel des parties prenantes des projets Horizon de l'UE

En octobre, le CEREEC a organisé deux forums d'engagement des partenaires à Praia, au Cabo Verde, dans le cadre de deux projets financés par l'Union européenne, à savoir les outils de modélisation open source pour la planification de la transition énergétique durable en Afrique (ONEPlanET) et la modélisation des systèmes énergétiques pour le développement vert de l'Afrique (EMERGE).

Les participants, réunissant des décideurs politiques, des universitaires, des investisseurs ainsi que des représentants de la société civile provenant de toute l'Afrique et de l'Europe, ont activement contribué au renforcement de la coopération régionale dans les domaines de l'énergie durable et de la résilience climatique. Cet événement a également permis de souligner l'apport des outils open source au renforcement de la souveraineté numérique ainsi qu'à la promotion du développement durable au sein de la région de la CEDEAO, en offrant aux experts locaux la possibilité d'exploiter les données disponibles afin d'adapter les solutions aux besoins spécifiques des États membres.

Le consortium ONEPlanET a présenté les principaux résultats issus de trois études de cas menées sur des bassins fluviaux africains, à savoir ceux du Songwe (Malawi/Tanzanie), de l'Inkomati-Usuthu (Afrique du Sud) et du Bani (Mali). Cette initiative contribue à accompagner la transition de la région vers des systèmes énergétiques durables en favorisant une planification énergétique intégrée et une prise de décision basée sur des données. En complément de ces efforts, l'initiative EMERGE a mis à disposition des outils et des connaissances permettant aux décideurs politiques, aux universitaires, à la société civile et aux investisseurs de promouvoir les entreprises vertes et les solutions d'énergie propre, à travers des études de cas menées au Nigeria, au Mali, au Mozambique et au Maroc.



Visite de groupe de la centrale solaire au Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle à Praia, où les participants des projets Horizon de l'UE découvrent les technologies énergétiques durables et les solutions régionales d'énergie propre.

4.2 Reconnaissance du CEREEC en tant que partenaire régional d'excellence

Le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle du Cabo Verde (CERMI) a célébré son 10^e anniversaire le 10 mars 2025 à Praia, au Cabo Verde. À l'occasion de cette cérémonie, le CEREEC a été distingué en tant que partenaire régional d'excellence, en reconnaissance de sa collaboration de longue date avec le CERMI dans le domaine du renforcement des capacités et de la formation technique en matière d'énergie durable au sein de la région de la CEDEAO. Ce partenariat a permis d'améliorer les compétences des professionnels du secteur énergétique et a contribué de manière significative à la transition vers l'énergie durable, tant au Cabo Verde que dans l'ensemble de la région de la CEDEAO.

Le CEREEC a également réaffirmé son engagement à renforcer la coopération en vue de promouvoir le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à l'échelle régionale.

CEREEC a été distingué en tant que partenaire régional d'excellence, en reconnaissance de sa collaboration de longue date avec le CERMI dans le domaine du renforcement des capacités et de la formation technique en matière d'énergie durable au sein de la région de la CEDEAO.



Lors du 10^e anniversaire de CERMI, le CEREEC a été reconnue comme partenaire régional d'excellence. De gauche à droite : S.E. M. Eurico Monteiro, Ministre de la Promotion des Investissements et du Développement des Entreprises, Modernisation de l'État et Administration Publique du Cabo Verde, et Dr. Claudino Mendes, représentant du CEREEC.

Célébration du 10^e anniversaire du
Centre pour les Énergies Renouvelables et la Maintenance Industrielle (CERMI)



4.3 Célébration du 15^e anniversaire du CEREEC



Célébration du 15^e anniversaire du CEREEC. Première rangée de gauche à droite : Honorable Fanta CONTE, Présidente du Comité de l'Énergie et des Mines, S.E. Alexandre Monteiro, Ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Énergie du Cabo Verde, M. Francis Sempore, ancien Directeur exécutif du CEREEC, et Honorable Cécile AHOUMENOU – 1^{re} Rapporteur du Comité de l'Énergie et des Mines.

Les célébrations du 15^e anniversaire du CEREEC se sont tenues à Praia, au Cabo Verde. Ils ont réuni des représentants des institutions focales nationales de l'Agence, de la Commission de la CEDEAO, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des experts des agences spécialisées et des directions de la CEDEAO.

Les principales étapes franchies depuis le lancement des activités du CEREEC en 2010 ont été mises en exergue. Au cours des quinze dernières années, le Centre a joué un rôle central dans l'accélération de la transition énergétique en Afrique de l'Ouest, contribuant à l'adoption de cadres régionaux majeurs tels que la Politique de la CEDEAO relative aux énergies renouvelables et la Politique de la CEDEAO relative à l'efficacité énergétique. Durant cette période, la capacité solaire photovoltaïque raccordée au réseau dans la région est passée de 5 MW en 2010 à 1 GW en 2025, avec des projections estimant une augmentation à 5 GW d'ici à 2030.

Le Centre a également déployé des initiatives dans des domaines clés tels que la cuisson propre, la mobilité électrique, la certification des compétences en énergie durable, l'intégration du genre, ainsi que les infrastructures de qualité pour les systèmes solaires thermiques et photovoltaïques, tout en jouant un rôle majeur dans la promotion du nexus eau-énergie-



alimentation et le déploiement des mini-réseaux d'énergie propre dans l'ensemble des États membres.

Cette célébration a mis en évidence le rôle continu du CEREEC en tant que moteur de promotion de solutions énergétiques durables et inclusives au sein de la région de la CEDEAO, particulièrement dans un contexte mondial marqué par des défis énergétiques nécessitant des actions innovantes, collaboratives et orientées vers l'avenir.

Le Centre a par ailleurs renforcé sa coopération avec des partenaires stratégiques clés, notamment l'AECID, la GIZ, l'ONUDI, l'ADA, l'IDRC, l'Union européenne, le RVO, la BAD, le WASCAL, le PNUD, la Banque mondiale, le GGGI, la BIDC, la JICA, l'IRENA et l'Alliance solaire internationale (ISA).



À l'occasion de son 15e anniversaire, le CEREEC a remis des distinctions de reconnaissance au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie. De gauche à droite : l'Honorable Fanta CONTE, Présidente du Comité de l'Énergie et des Mines, et S.E. Alexandre Monteiro, Ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie du Cabo Verde.



4.4 Projets financés par des partenaires, 2025

Le Tableau 5 présente les projets mis en œuvre avec un financement externe en 2025. Sur les 15 projets répertoriés, trois avaient été achevés au 31 décembre 2025. Les autres étaient en cours de mise en œuvre et se trouvaient à différents stades d'avancement vers leur achèvement.

Partenaire	Projet	Objectif	État d'exécution (au 31 décembre 2025)
 Banque africaine de développement (BAD)	a) Programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest (DtP WAREP) - Phase 1	Accélérer le développement, à l'échelle régionale, de projets de production, de transport et de distribution d'énergie solaire décentralisée dans l'ensemble de la région du Sahel.	En cours. Date de clôture prévue : décembre 2026
	b) Projet régional d'assistance technique « Desert-to-Power » pour le Sahel (DtP ReTAPS)	Fournir une assistance technique pour créer un environnement favorable aux projets d'énergie solaire dans le Sahel tout en facilitant les investissements du secteur privé dans les systèmes connectés au réseau et les mini-réseaux.	En cours. Date de clôture prévue : décembre 2028
 Facilité africaine de soutien juridique (de la BAD)	Renforcement des capacités de personnel technique sélectionné du CEREEC, du WAPP, de l'ERERA et de la Direction de l'énergie de la CEDEAO sur les aspects techniques, financiers, juridiques et environnementaux des projets d'énergies renouvelables	Développement durable et systématique des capacités des acteurs clés pour la mise en œuvre efficace du Programme du Corridor ouest-africain de l'énergie propre (WACEC).	Achevé
 Agence autrichienne de développement (ADA)	Projet pilote sur l'économie circulaire à travers le nexus Eau-Énergie-Alimentation en Afrique de l'Ouest – Phase 1	Réalisation d'une étude de cadrage pour établir la base de référence et identifier les chaînes de valeur d'intervention dans le cadre du nexus eau-énergie-alimentation en Afrique de l'Ouest.	Achevé
 Union européenne (Horizon Europe)	a) Projet ENERGICA « Démonstration collaborative d'accès à l'énergie et de transition verte dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique »	Amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes et de la sécurité énergétique par la promotion et le développement des ressources d'énergies renouvelables.	En cours. Date de clôture prévue : février 2026

Partenaire	Projet	Objectif	État d'exécution (au 31 décembre 2025)
 Union européenne (Horizon Europe)	b) Projet ONEPlanET « Outils de modélisation de liens open source pour la planification de la transition énergétique durable en Afrique »	Développement d'un cadre commun de modélisation Nexus permettant de simuler et d'évaluer les trajectoires vers un avenir énergétique durable en Afrique grâce au déploiement d'infrastructures d'énergies renouvelables, favorisant ainsi une transition énergétique verte et la décarbonation des systèmes énergétiques existants.	En cours. Date de clôture prévue : avril 2026
	c) Projet AGRICOOOL « Promouvoir une agriculture durable grâce à des solutions énergétiques et de refroidissement hors réseau en Afrique »	Réduction des pertes et gaspillages alimentaires et diminution du recours aux générateurs fonctionnant aux combustibles fossiles, afin d'améliorer la qualité de vie des communautés et des industries africaines.	En cours. Date de clôture prévue : mai 2028
	d) Projet EMERGE « modélisation des systèmes énergétiques pour le développement vert de l'Afrique »	Augmentation de la production d'énergie propre et utilisation durable des ressources, tout en favorisant la réduction des disparités culturelles et socioéconomiques.	Date de clôture prévue : décembre 2026
 Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)	a) Transition vers une économie circulaire de l'énergie propre par l'optimisation des chaînes de valeur à forte intensité énergétique dans les secteurs à fort impact.	Amélioration des moyens de subsistance des femmes et des jeunes (moins de 36 ans) utilisant l'énergie à des fins productives dans les chaînes de valeur agricoles, commerciales et industrielles.	En cours. Date de clôture prévue : mars 2027
	b) Projet « Eau et Énergie pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement socio-économique »	Augmentation des revenus des femmes et des hommes à la base de la pyramide impliqués dans la production alimentaire dans les zones rurales et urbaines des États membres participants.	En cours. Date de clôture prévue : décembre 2026



Partenaire	Projet	Objectif	État d'exécution (au 31 décembre 2025)
 Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Coopération allemande pour le développement international (GIZ)	Promouvoir un marché de l'électricité respectueux du climat dans la région CEDEAO et stockage d'énergie (ProCEM-II)	Amélioration des conditions-cadres favorables aux énergies renouvelables raccordées au réseau et aux systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS) aux niveaux régional et national.	Achevé
 International Development Research Centre Canada Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Canada	Femmes et énergie propre en Afrique de l'Ouest (WOCEWA) »	Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur énergétique en Afrique de l'Ouest, en vue de renforcer leur rôle en tant que vecteurs d'autonomisation des femmes et de promotion de l'égalité de genre dans leurs activités économiques.	En cours. Date de clôture prévue : janvier 2027
 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	a) Projet d'intégration de la mobilité électrique avec des solutions d'énergies renouvelables en Côte d'Ivoire	Mise en place d'un système intégré de transport basé sur les énergies renouvelables afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir les activités économiques productives en Côte d'Ivoire.	En cours. Date de clôture prévue : mars 2029
	b) Projet régional d'efficacité énergétique pour des moyens de subsistance durables en Afrique (EELA)	Renforcer l'efficacité énergétique des appareils, des équipements industriels et des systèmes d'éclairage tout en promouvant les opportunités économiques et l'accès aux technologies écoénergétiques pour les populations vulnérables.	En cours. Date de clôture prévue : juin 2029
 Global Green Growth Institute Institut mondial de la croissance verte (GGGI), Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)	Assistance technique pour la création de la Facilité CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (EREDEF).	Mise en place et opérationnalisation du mécanisme de financement mixte proposé. Facilité de préparation : 10 millions USD — CEREEC Facilité de financement : 65 millions USD — BIDC Facilité de réduction des risques : 20 millions USD — CNUCED	En cours

Tableau 5: Projets financés par des partenaires

5.0 Défis et solutions envisagées

Le CEREEC continue de faire face à des contraintes importantes, notamment les allocations persistamment faibles de la Contribution communautaire pour les activités administratives et programmatiques, qui n'ont atteint que 33 % en 2024 et 61 % en décembre 2025, ainsi que les lacunes persistantes en ressources humaines.

Financement insuffisant pour l'administration

Le ratio des coûts administratifs par rapport aux dépenses de programme au sein du CEREEC reste d'environ 6 % contre 94 %. Le budget du Centre a encore été réduit de 5 % après arbitrage, malgré les réductions intervenues au fil des années. Cette situation a eu un impact sur les fonds disponibles pour les programmes et les opérations, y compris les contributions de financement de contrepartie. En outre, plusieurs systèmes critiques nécessaires à la mise en œuvre complète de la stratégie informatique n'ont pas encore été mis en place, ce qui ralentit parfois la livraison des résultats des programmes et projets. La direction du CEREEC continue de plaider en faveur d'une augmentation de l'allocation des ressources de la Commission de la CEDEAO afin d'assurer la mise en œuvre effective des activités opérationnelles essentielles à la réalisation des objectifs programmatiques du Centre.

Lacunes en ressources humaines

Trente-trois pour cent des postes prévus dans l'organigramme (9 sur 27) restent vacants, ce qui indique la nécessité de renforcer davantage les effectifs afin de répondre à la charge de travail du Centre. Pour atténuer ces lacunes, le CEREEC a eu recours à des consultants au sein des Unités de mise en œuvre des projets afin d'appuyer les activités en cours.

Mesures d'atténuation

Les mesures d'atténuation ont inclus la réduction de certaines activités en raison de la baisse des recettes provenant de la Contribution communautaire. En outre, le CEREEC a engagé des consultants au sein des unités de mise en œuvre des projets comme mesure temporaire pour remédier aux pénuries de ressources humaines.



6.0 Aperçu du Plan de travail annuel 2026

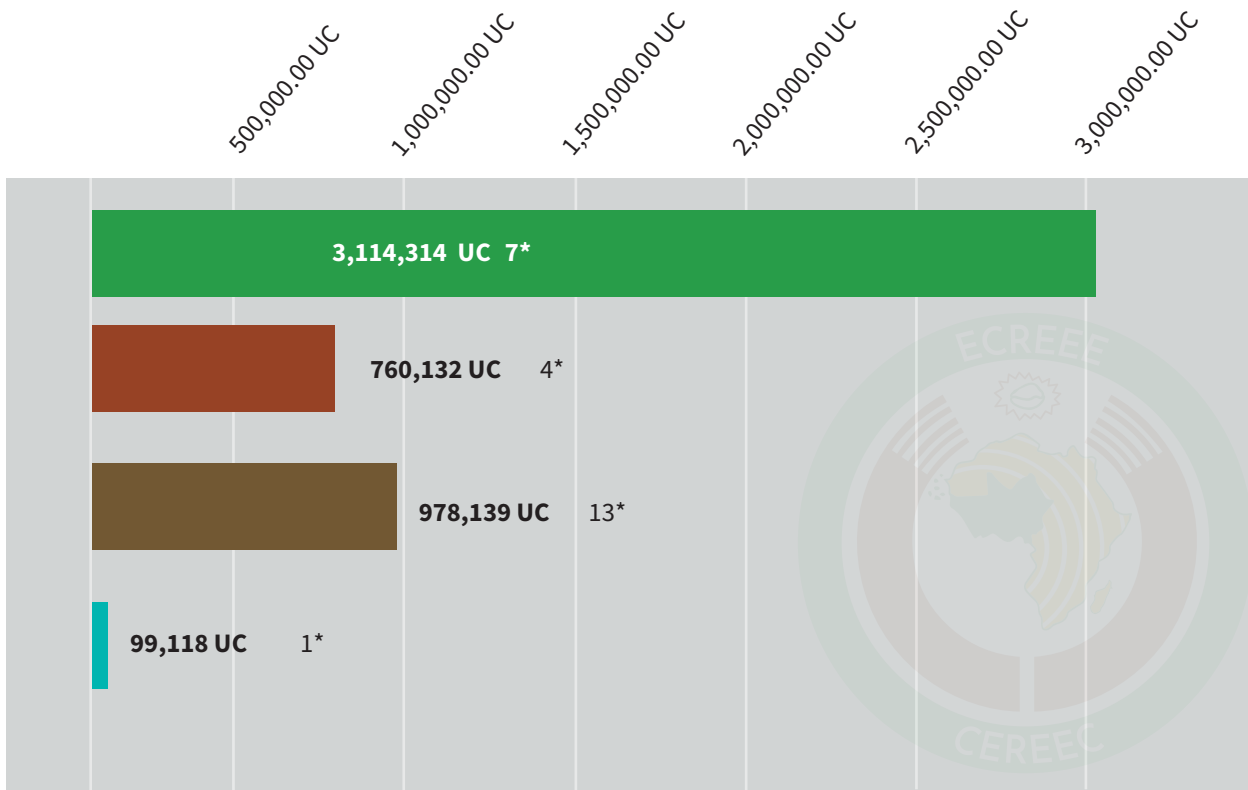
Le Centre est conscient que la région continue de faire face à des défis importants pour élargir l'accès aux services énergétiques. Certaines zones — en particulier les régions septentrionales des États côtiers — demeurent vulnérables à la fragilité induite par les tensions politiques et ethniques. Malgré ces contraintes, le CEREEC reste résolument engagé à surmonter ces difficultés et à poursuivre sa mission visant à garantir l'accès à une énergie abordable et fiable pour tous.

En 2026 et au-delà, le Centre poursuivra à mettre en œuvre nos programmes et projets existants, sous réserve des financements disponibles. Il accélérera également le processus visant à devenir un organisme régional de certification certifié ISO pour la certification des concepteurs, installateurs et inspecteurs de systèmes photovoltaïques solaires et de mini-réseaux propres. Enfin, nous avons pour objectif d'élaborer le plan directeur des projets d'infrastructures énergétiques durables, y compris la mobilisation de fonds pour la construction du siège du CEREEC.

En 2026 et au-delà, nous continuerons à mettre en œuvre nos programmes et projets existants, sous réserve des financements disponibles. Nous accélérerons également le processus visant à devenir un organisme régional de certification certifié ISO pour la certification des concepteurs, installateurs et inspecteurs de systèmes photovoltaïques solaires et de mini-réseaux propres.

6.1 Budgets et objectifs généraux des sous-programmes et projets

Vingt-cinq (25) sous-programmes et projets sont prévus pour être mis en œuvre au cours de l'année 2026. Doté d'un budget de **3 114 314 UC**, le Programme des énergies renouvelables représente la part la plus importante, représentant **63 %** du budget total des programmes, lequel s'élève à **4 951 702 UC**. Viennent ensuite, par ordre décroissant, le Programme transversal avec **20 % (978 139 UC)**, le Programme d'efficacité énergétique avec **15 % (760 132 UC)** et les initiatives régionales spéciales avec **2 % (99 118 UC)**. La figure 1 présente la répartition du nombre de sous-programmes et projets par domaine programmatique, ainsi que leurs budgets respectifs pour l'année considérée.



■ Programme des énergies renouvelables ■ Programme transversal
■ Programme d'efficacité énergétique ■ Initiatives régionales spéciales

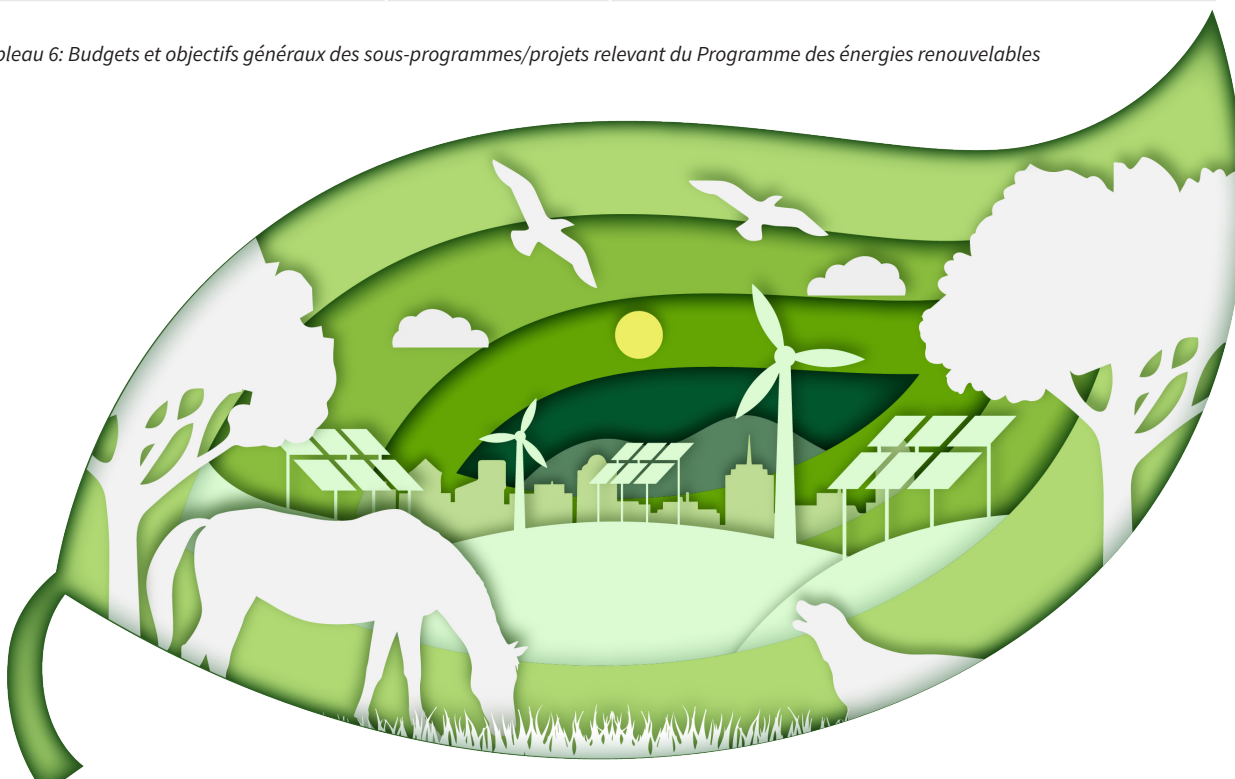
*Nombre de sous-programmes/projets

Figure 1: Nombre et pourcentage de sous-programmes/projets par domaine thématique



Projets	Budget 2026 (UC)	Objectifs généraux
1. Sous-programme «Bioénergie»	10,000.00	Renforcement des capacités des États membres en matière de planification des interventions dans le domaine de la bioénergie.
2. Projet pilote régional sur l'économie circulaire – Phase 1, financé par l'AECID	378,170.80	Amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes (de moins de 36 ans) utilisant activement l'énergie à des fins productives dans les chaînes de valeur agricoles, commerciales et industrielles.
3. Projet pilote régional sur l'économie circulaire – Phase 2, financé par l'AECID	490,484.46	Amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes (de moins de 36 ans) utilisant activement l'énergie à des fins productives dans les chaînes de valeur agricoles, commerciales et industrielles.
4. Eau et Énergie pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement socio-économique, financé par l'AECID	270,300.05	Soutien aux communautés actives dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, utilisant des solutions énergétiques telles que les pompes solaires pour l'irrigation, les chaînes du froid et les foyers institutionnels améliorés.
5. Projet ENERGICA « Démonstration collaborative d'accès à l'énergie et de transition verte dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique »	16,136.61	Démonstration et adaptation de systèmes efficaces de biogaz à faible technologie et de systèmes de purification d'eau dans les contextes périurbains et urbains en Sierra Leone.
6. Programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest (DtP WAREP) - Phase 1	298,287.98	Amélioration de la préparation des pays participants à investir ou à faciliter les investissements du secteur privé dans les mini-réseaux propres en zones rurales et périurbaines.
7. Projet régional d'assistance technique « Desert-to-Power » pour le Sahel (DtP ReTAPS)	1,650,933.66	Création d'un environnement favorable au développement des projets solaires dans les pays bénéficiaires afin de mobiliser les investissements du secteur privé dans les systèmes raccordés au réseau et les mini-réseaux.

Tableau 6: Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme des énergies renouvelables



Projets	Budget 2026 (UC)	Objectifs généraux
1. Projet d'efficacité énergétique dans les transports et la mobilité électrique	104,521.41	Adoption d'un système de transport électrique basé sur les énergies renouvelables afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de soutenir les activités économiques en Côte d'Ivoire Adoption d'une politique et stratégie régionale de mobilité électrique par les États membres de la CEDEAO
2. Projet « Efficacité énergétique pour des moyens de subsistance durables en Afrique » (EELA)	229,426.37	Réduction de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre dans la région de la CEDEAO par la promotion des équipements et systèmes d'éclairage économes en énergie
3. Pipeline de projets d'infrastructures	98,051.93	Accroissement de l'accès à l'énergie dans la région de la CEDEAO grâce à la mise en œuvre, par le CEREEC, de projets à fort impact dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
4. Projet régional d'action pour la cuisson propre en Afrique de l'Ouest	328,132.21	Renforcement de l'environnement favorable au développement du secteur de la cuisson propre en Afrique de l'Ouest et dans certains pays ciblés

Tableau 7: Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme d'efficacité énergétique





Projets	Budget 2026 (UC)	Objectif général
1. Sous-programme Politique d'énergie durable	7,547.74	Appui technique apporté par le CEREEC aux États membres de la CEDEAO pour la mise en œuvre de leurs programmes en matière d'énergie durable
2. Sous-programme Intégration du changement climatique	7,000.00	Renforcement du financement des interventions d'adaptation au changement climatique dans la programmation du CEREEC
3. Sous-programme Développement et financement de projets	15,000.00	Acceptation de nouvelles propositions de projets d'énergie durable par les partenaires financiers et mobilisation d'engagements de financement.
4. Projet régional de la CEDEAO pour le renforcement des capacités institutionnelles dans la transition vers l'énergie propre (C2ET)	15,000.00	Renforcement des capacités des ministères chargés de l'énergie pour mobiliser des ressources, mettre en œuvre des politiques cohérentes et produire des résultats inclusifs et mesurables en matière de transition énergétique pour leurs populations.
5. Sous-programme Intégration du genre dans l'accès à l'énergie	9,177.30	Mobilisation d'un appui en faveur de programmes d'énergie durable inclusifs du point de vue du genre.
6. Projet Femmes et Énergie Propre en Afrique de l'Ouest (WOCEWA)	483,060.37	Réduction des disparités de genre dans le secteur de l'énergie grâce à une assistance technique ciblée aux entreprises dirigées par des femmes dans le domaine de l'énergie durable.
7. Sous-programme de certification des compétences en énergie durable de la CEDEAO	28,372.71	Renforcement de l'assurance qualité tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie durable grâce à la formation, l'examen et la certification des techniciens.
8. Sous-programme Technologies de l'information	154,115.01	Renforcement de la communication, des systèmes d'information et de la digitalisation.
9. Sous-programme Communication	35,851.76	Amélioration de la diffusion des connaissances en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ainsi que de l'impact du CEREEC auprès des parties prenantes.
10. Projet AGRI-COOL Promouvoir l'agriculture durable grâce à des solutions énergétiques et de refroidissement hors réseau en Afrique	87,351.62	Les communautés soutenues par le projet AGRICOOOL au Cabo Verde, renforcent leur résilience face au changement climatique grâce à l'utilisation de systèmes d'irrigation solaires et de systèmes de stockage d'énergie thermique à base de glace (TESS)
11. Projet EMERGE Modélisation des systèmes énergétiques pour le développement vert de l'Afrique	76,182.81	Mise à disposition, auprès des décideurs politiques, des universitaires, des investisseurs et des citoyens du secteur de l'énergie durable en Afrique de l'Ouest, des outils et des connaissances nécessaires pour accroître la production d'énergie propre et promouvoir l'utilisation durable des ressources.
12. Projet ONePlanET - Outils de modélisation de liens open source pour la planification de la transition énergétique durable en Afrique	40,206.63	Mise à disposition, auprès des décideurs politiques, des universitaires, des investisseurs et des citoyens du secteur des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest, des outils et des connaissances nécessaires pour accroître la production d'énergie propre et promouvoir l'utilisation durable des ressources.
13. Cycle 2024 des interventions financées par le Fonds ESIF (Évaluation d'impact)	19,273.00	Amélioration de l'accès à l'énergie à des fins productives et d'éclairage grâce au Fonds spécial d'intervention de la CEDEAO.

Tableau 8: Budgets et objectifs généraux des sous-programmes/projets relevant du Programme transversal

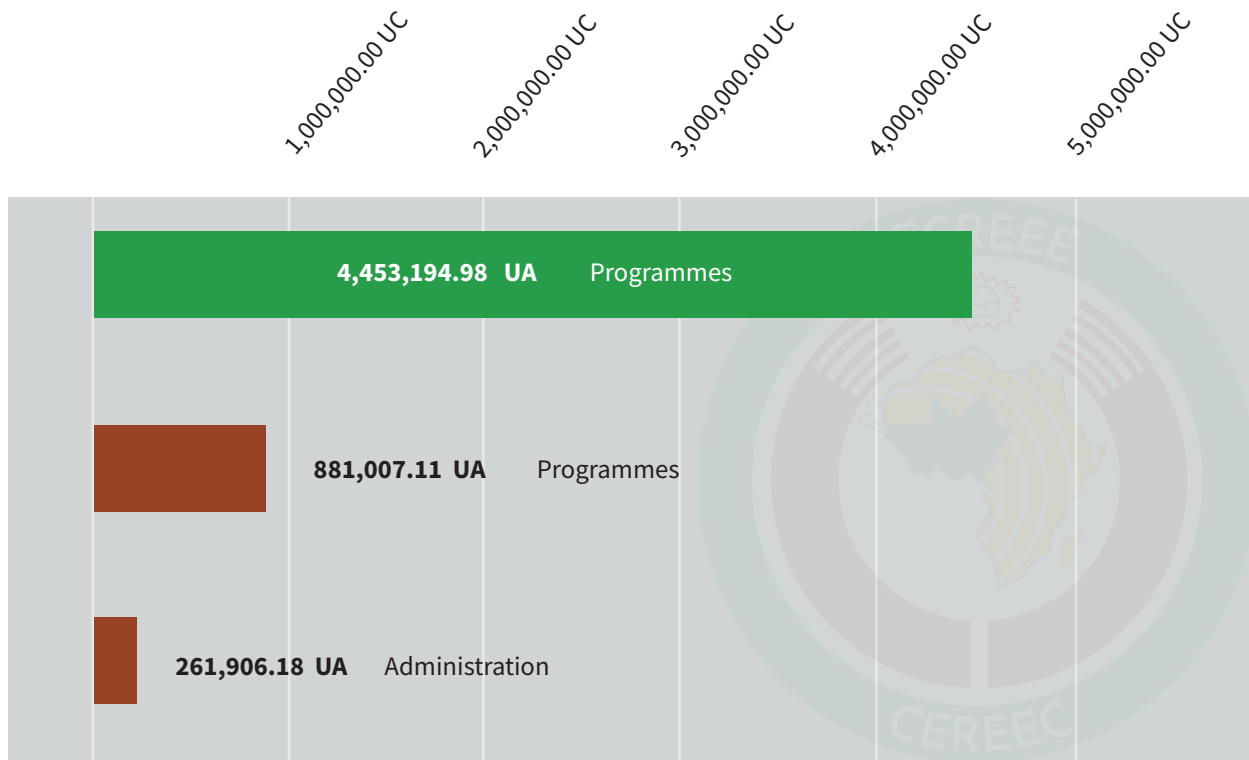


Projets	Budget 2026 (UC)	Objectif général
Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECOWREX)	99,117.67	Amélioration de la planification énergétique et de la prise de décision fondée sur des données probantes dans le secteur de l'énergie grâce à un meilleur accès aux informations et données sectorielles pertinentes.

Tableau 9: Budget et objectif général d'un sous-programme dans le cadre des Initiatives Régionales Spéciales

6.2 Sources de financement

Un budget total de 5 596 108,26 UC a été approuvé par la CEDEAO en vue de la mise en œuvre des activités du CEREEC, dont 20 % (1 142 913,28 UC) seront consacrés aux activités financées par le prélèvement communautaire et 80 % (4 453 194,98 UC) aux activités financées par les partenaires externes. La Figure 2 illustre les proportions attendues des principales sources de financement.



- Fonds externe
- Contribution communautaire

Figure 2: Principaux domaines budgétaires et principales sources de financement, 2026

6.3 Principales attentes pour 2026

En 2026 et au-delà, la mise en œuvre des programmes et projets en cours se poursuivra en fonction de la disponibilité des ressources financières. Le Centre poursuivra également ses efforts en vue d'accélérer le processus d'accréditation ISO afin de devenir un organisme régional de certification des concepteurs, installateurs et inspecteurs de systèmes solaires photovoltaïques ainsi que des mini-réseaux propres. En outre, il participera activement à l'élaboration d'un plan directeur pour le développement des infrastructures énergétiques durables, incluant la mobilisation des ressources financières nécessaires à la construction du siège du CEREEC.

Les projets financés par la Banque africaine de développement devraient représenter la plus grande part des ressources provenant des partenaires financiers (44 %), suivis de l'AECID (33 %), du CRDI (11 %), de l'ONUDI (7 %) et de l'Union européenne (5 %) (Figure 3).

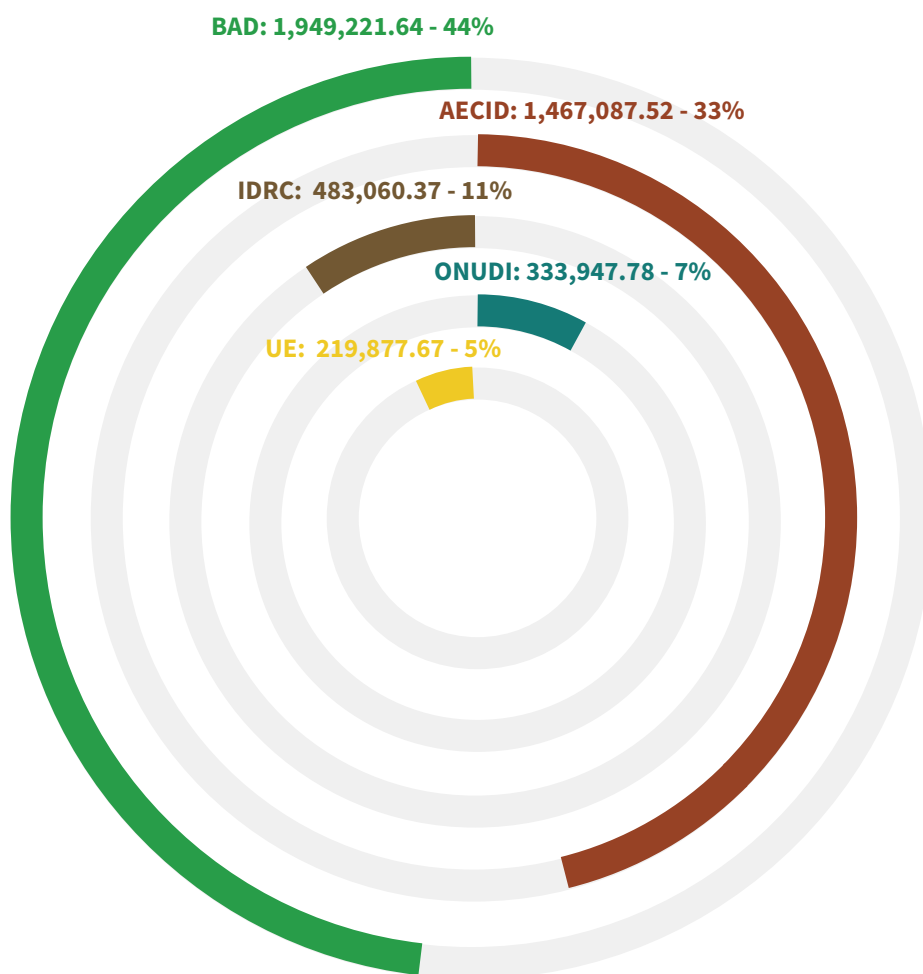


Figure 3: Parts des partenaires dans les fonds externes attendus en 2026



Le Tableau 10 apporte des éclaircissements supplémentaires sur les sources de financement externe en recensant les projets spécifiques financés.

Partenaire financier externe	Programme	Projets	Montant (UC)	%
BAD	Programme des énergies renouvelables	Programme régional d'énergie « Desert-to-Power » pour l'Afrique de l'Ouest (DtP WAREP)Phase 1	298,287.98	6.7%
		Projet régional d'assistance technique « Desert-to-Power » pour le Sahel (DtP ReTAPS)	1,650,933.66	37.1%
AECID	Programme des énergies renouvelables	Projet pilote régional sur l'économie circulaire – Phase 1, financé par l'AECID	378,170.80	8.5%
		Projet pilote régional sur l'économie circulaire – Phase 2, financé par l'AECID	490,484.46	11.0%
		Eau et énergie pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement socio-économique, financé par l'AECID	270,300.05	6.1%
	Programme d'efficacité énergétique	Projet régional d'action pour la cuisson propre en Afrique de l'Ouest	328,132.21	7.4%
CRDI	Programme transversal	Projet WOCEWA – « Femmes et énergie propre en Afrique de l'Ouest »	483,060.37	10.8%
ONUDI	Programme d'efficacité énergétique	Projet d'efficacité énergétique dans les transports et la mobilité électrique	104,521.41	2.3%
		Projet EELA – « Efficacité énergétique pour des moyens de subsistance durables en Afrique »	229,426.37	5.2%
UE	Programme des énergies renouvelables	Projet ENERGICA – « Démonstration collaborative de l'accès à l'énergie et de la transition verte dans les zones urbaines et rurales d'Afrique »	16,136.61	0.4%
	Programme transversal	Projet AGRI-COOL – « Promotion de l'agriculture durable grâce à des solutions énergétiques et de refroidissement hors réseau en Afrique »	87,351.62	2.0%
		Projet EMERGE – « Modélisation des systèmes énergétiques pour le développement vert de l'Afrique »	76,182.81	1.7%
		Projet ONePlanET – « Outils de modélisation de liens open source pour la planification de la transition énergétique durable en Afrique »	40,206.63	0.9%
Total			4,453,194.98	100%

Table 10: Sources de financement externes et projets, 2026



Source: DC Studio on Freepik



Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC)

Adresse : Rua Jardim Gulbenkian, Immeuble ADS, 3^e étage, C.P. 288

Achada Santo António, Praia - Cabo Verde

Tél.: (+238) 260 4630 | e-mail: info@ecreee.org

www.ecreee.org

Suivez le CEREEC sur les réseaux sociaux

